

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°538 – 17 mai 2024

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Régional

Autorisation temporaire des autorités béninoises pour **l'embarquement du pétrole nigérien**

Le 15 mai 2024, le gouvernement béninois [a annoncé](#) avoir autorisé le chargement du premier navire de pétrole nigérien depuis le port de Sèmè. Cette autorisation "ponctuelle et provisoire" survient après une demande formelle des douanes nigériennes, suite à l'interdiction de chargement du pétrole nigérien depuis le pipeline à Sèmè, annoncée le 6 mai dernier. Une réunion du comité inter-Etats Bénin-Niger de pilotage du projet de pipeline Niger-Bénin pourrait se tenir dans les jours prochains aux fins d'examiner les sujets urgents liés à la bonne conduite des opérations d'exploitation du pipeline.

Bénin

Une moyenne de 6,2% de croissance par an entre 2024 et 2026 selon la BM

La Banque mondiale (BM) [a publié](#) son rapport 2024 sur les perspectives économiques au Bénin. Selon le rapport, le pays devrait enregistrer une croissance moyenne de 6,2% par an entre 2024 et 2026, du fait d'une hausse des investissements privés et de l'expansion de la zone industrielle de Glo-Djigbé. Il salue également les mesures d'assainissement budgétaire qui ont permis de réduire le déficit budgétaire à 4,1% du PIB en 2023. Elles devraient se poursuivre sur le moyen terme et porter le déficit budgétaire à 2,7% du PIB à l'horizon

Le chiffre à retenir

6,2%

Le taux de croissance moyen que devrait afficher l'économie béninoise sur 2024-2026, selon la Banque mondiale

2026. Le rapport prévient toutefois qu'un manque d'investissements dans l'adaptation au changement climatique entraverait le dynamisme de la croissance et pourrait entraîner des pertes économiques croissantes pouvant atteindre 19% du PIB d'ici 2050.

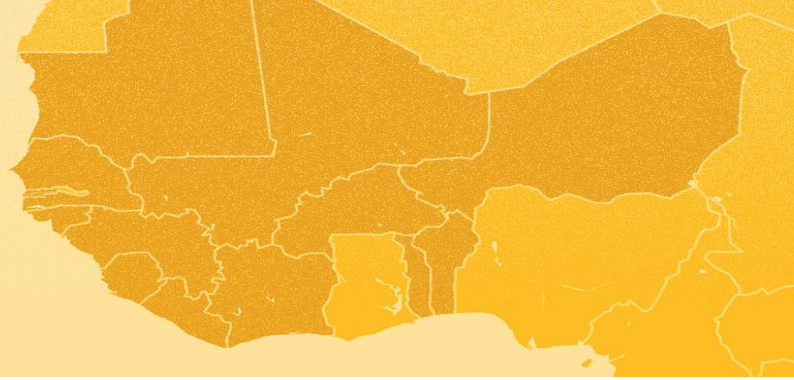
Signature d'un accord de pays hôte avec la BERD

Le 15 mai 2024, la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD) et le Bénin [ont signé l'Accord de Pays Hôte](#), ouvrant la voie à l'installation prochaine d'un Bureau Pays de la BERD au Bénin, une première en Afrique subsaharienne. Cet accord suit la récente adhésion du Bénin à la BERD, premier pays de la zone à être membre de l'organisation.

Burkina Faso

+3,7% d'inflation en g.a. en avril 2024

Selon [l'Institut](#) national de la statistique et de la démographie (INSD), l'inflation est ressortie à +3,7% en glissement annuel (g.a.) en avril 2024, contre 2,6% le mois précédent. Cette hausse est tirée essentiellement par les prix des catégories



"Produits alimentaires et non boissons alcoolisées" (+3,9% en g.a), "Logement, eau, gaz, électricité, et autres combustibles" (+11,7% en g.a), "Restaurants et hôtels" (+2,4% en g.a), Enseignement (+2,6% en g.a) et "boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants" (+5,3% en g.a). Tandis que l'évolution des prix des autres catégories est restée quasi stable.

Plus de 10 M EUR de contributions versées au FMDL pour le 1^{er} semestre 2023

Le 13 mai 2024, le ministère de l'Energie des Mines et des Carrières a annoncé que les sociétés minières canadiennes [Iamgold Essakane SA](#) (22,7% de la production de 2023) et [Houndé Gold Operation](#) (17,2% de la production en 2023) ont versé respectivement 2,2 Mds FCFA (3,3 M EUR) et 1,2 Md FCFA (1,9 M EUR) au titre de leur contribution au Fonds minier de développement local (FMDL) pour le premier semestre 2023. A ces sommes s'ajoutent une contribution de l'Etat de 3,4 Mds FCFA (5,2 M EUR) représentant 20% des royalties perçues dans le cadre de l'exploitation de ces deux sites miniers.

Cap-Vert

Accord au niveau des services sur la 4^{ème} revue FEC et la 1^{ère} revue FRD

Le FMI a annoncé un accord au niveau des services dans un [communiqué paru le 10 mai 2024](#) au terme de la 4^{ème} revue du programme au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC) et de la 1^{ère} revue du programme au titre de la facilité pour Résilience et durabilité (FRD). Sous réserve de l'approbation du conseil d'administration du FMI, cet accord permettra deux décaissements d'un montant total de 12,9 M USD. Les services du FMI ont salué les progrès et la résilience du pays face aux récents chocs exogènes. En 2023, le Cap-Vert a enregistré une croissance robuste de l'ordre de 5,1%, une faible inflation et un niveau prudent de réserves internationales. La

dette publique par rapport au PIB reste sur une trajectoire descendante. En 2024, la croissance est projetée à 4,7% et l'inflation à 2%.

Côte d'Ivoire

Lancement d'un programme en faveur du développement industriel à hauteur de 178 M EUR

Le ministre du Commerce et de l'Industrie [a lancé](#) le 13 mai 2024 le Programme de Diversification, accélération industrielle, compétitivité et emploi (DAICE) pour un montant total de 178 M EUR. Ce programme, financé à 68% par la BAfD, à 25% par African Growing Together Fund (AGTF) et le reste par l'Etat ivoirien, se structure autour de trois composantes : (i) le renforcement des clusters, (ii) l'amélioration de l'accès au financement des PME et (iii) le soutien à la diversification et à la promotion des investissements privés. Le programme DAICE vise ainsi à renforcer la compétitivité économique de la Côte d'Ivoire, en soutenant les efforts réalisés par le gouvernement pour la diversification économique, la transition écologique et le développement industriel.

Le SNUD a mobilisé 175 M USD en 2023 en faveur du développement durable

Dans son rapport annuel 2023 du Cadre de coopération pour le développement durable (CCDD) 2021-2025, le Système des nations unies pour le développement (SNUD) en Côte d'Ivoire [a révélé](#) avoir mobilisé 175 M USD et soutenu 240 initiatives en faveur du développement durable durant l'année sous revue. Le rapport met ainsi en avant les actions entreprises par le SNUD pour soutenir l'agriculture durable, l'industrialisation, l'éducation, l'accès aux services sociaux, la résilience au changement climatique, l'égalité des sexes et la gouvernance. Plus de 2,4 M de jeunes ont notamment pu bénéficier de programme pour favoriser leur accès aux



opportunités professionnelles et à l'entreprenariat.

Guinée

71 M USD du FMI pour répondre aux besoins urgents après l'explosion du dépôt de carburant

Le 14 mai 2024, le Conseil d'administration du FMI a [approuvé](#) un décaissement de 53,6 M DTS (environ 71 M USD) au titre du guichet "chocs exogènes" de la Facilité de crédit rapide (FCR) afin de répondre aux besoins immédiats résultant de l'explosion du principal dépôt de carburant fin 2023. En raison en partie de l'explosion, la croissance devrait ralentir à 4,1% en 2024 et rebondir à 5,6% en 2025, soutenue par la résilience du secteur minier. Les dépenses d'urgence, qui seront incluses dans une loi de finances rectificative pour 2024, comprennent notamment les transferts aux ménages affectés, la décontamination du site de l'explosion et le lancement des travaux de construction d'un nouveau dépôt de carburant. À moyen terme, la mobilisation des recettes intérieures, en particulier du secteur minier, et l'amélioration de la gestion des finances publiques permettraient d'accroître les dépenses d'éducation, de santé et de protection sociale. En outre, le risque de surendettement de la Guinée reste modéré, avec une certaine marge pour absorber d'éventuels chocs.

Guinée Bissau

Le FMI approuve un décaissement de 8,1 M USD au titre des 4^{ème} et 5^{ème} revues FEC

Le Conseil d'administration du FMI a [achevé](#) les 4^{ème} et 5^{ème} revues au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC) et a ainsi autorisé un décaissement immédiat de 8,1 M USD en faveur de la Guinée-Bissau. Ce financement porte le total des financements au titre du programme

économique et financier en cours à 25,7 M USD. Le Conseil du FMI a néanmoins jugé les performances du programme plus faibles que prévues en raison d'une situation économique et socio-politique difficile. Ainsi, bien que l'économie du pays ait été résiliente avec une croissance qui a atteint 4,3% en 2023, et une inflation qui a été contenue à 7,2% grâce aux mesures de réduction des taxes sur les carburants et les produits alimentaires, le déficit budgétaire s'est établi à 8,2% du PIB et la dette publique est estimée à 80,2% du PIB en 2023.

Mali

Inflation à +0,9% en g.a. en avril 2024

Selon l'Institut national de la statistique, le taux d'inflation [s'est établi](#) au mois d'avril 2024 à 0,9% en glissement annuel (g.a.), contre -2% le mois précédent. Ce niveau d'inflation est porté principalement par la hausse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées en général (+0,8% en g.a.), qui masque toutefois une baisse notable du prix des huiles (-19,9% en g.a). La hausse des prix est en outre plus marquée pour les boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants (+14,5% en g.a.) et la santé (+15% en g.a.). Néanmoins, on observe une baisse des prix dans les catégories "logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" (-6,7% en g.a.) et communication (-1% en g.a.).

La CMDT enregistre un bénéfice net en forte baisse pour l'exercice 2023

Au terme de l'année 2023, le chiffre d'affaires de la Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles (CMDT) [s'est établi](#) à 382,7 Mds FCFA (583,4 M EUR) et son résultat net à 3,7 Mds FCFA (5,6 M EUR). Bien que le chiffre d'affaires soit en hausse de 21,3% par rapport à 2022, le résultat net a enregistré une baisse significative de l'ordre de 65,4%. Selon le Président directeur général de la CMDT, le fort repli du résultat net se justifie par les



perturbations causées par l'attaque des jassides sur cultures de coton, faisant ainsi chuter considérablement la production.

Mauritanie

Soutien de banques africaines au développement des compétences et de la formation professionnelle

Plusieurs institutions et banques africaines ont annoncé le 13 mai 2024, à l'issue d'une audience avec le Président, la [mobilisation de près de 2 Mds USD](#) pour soutenir la formation professionnelle en Mauritanie. Ces ressources devraient être orientées principalement vers les jeunes et les femmes.

200 M EUR pour des usines de traitements d'eau

Les sociétés égyptienne Samcrete et saoudienne Sarh Technology Compagny remportent un contrat financé à hauteur de 200 M EUR par le [Fonds Saoudien pour le Développement](#). Ce contrat porte sur la construction de plusieurs usines de traitement d'eau en Mauritanie. Le projet devrait commencer sa mise en œuvre au cours du 3^{ème} trimestre 2024 et s'étaler sur 18 mois.

Niger

+11% d'inflation en g.a. en avril 2024

Selon [l'Institut](#) national de la statistique (INS), l'inflation s'est établie à 11% en glissement annuel (g.a.) en avril 2024, contre 8,5% le mois précédent. Cette évolution est portée principalement par la hausse des prix des catégories "Produits alimentaires et non boissons alcoolisées" (+15,7%), "Restaurants et hôtels" (+29,9%). A l'inverse, cette appréciation du niveau général des prix a été atténuée, bien que dans une faible mesure, par la baisse des

prix des catégories "transports" (-1,5%), "communication" (-0,2%) et "boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants" (-2,1%).

Lancement de la déclinaison national du programme pour la fertilité des sols au Sahel

Le 13 mai 2024, le ministre de l'Agriculture et de l'Élevage a [lancé](#) le programme national "Valeur du Sol au Niger". Ce programme s'inscrit dans le cadre de la stratégie de production agricole au Sahel. Il constitue un volet de ce programme régional financé par les Pays-Bas pour un montant total de 100 M EUR. L'objectif principal à l'échelle de la région est d'améliorer la fertilité des sols et augmenter la capacité productive de 2 M ha de terres agricoles réparties entre le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le nord du Nigeria. Ce projet devrait permettre de renforcer la sécurité alimentaire et promouvoir le développement agricole durable dans la région.

Sénégal

Arrivée de l'unité flottante de production et de stockage de gaz sur le site de GTA

La compagnie nationale PETROSEN a annoncé le 12 mai 2024 [l'arrivée de l'unité flottante de production et de stockage de gaz \(FPSO\)](#) sur le site gazier de Grand Tortue Ahmeyim (Gta) que partagent le Sénégal et la Mauritanie. Le FPSO en provenance des Îles Canaries avait débuté son voyage en janvier 2023 depuis les chantiers de Cosco en Chine, après une construction retardée par le Covid-19 et avoir effectué plusieurs arrêts pour la complétion de travaux nécessaires à la sécurité de la production. La disponibilité de cette infrastructure marque une étape importante dans l'objectif de début de production d'ici la fin de l'année 2024, une mise en service déjà retardée à de nombreuses reprises. D'après les prévisions du FMI, le début de la production de gaz, couplée à celle de



pétrole à Sangomar, devrait booster la croissance cette année pour atteindre 7,1%.

Mise en service du BRT

Le 15 mai 2024, a eu lieu la [mise en service commerciale du BRT](#) (Bus rapid transit), le nouveau réseau de bus en voie dédiée, visant à aider à désengorger la ville de Dakar. Ce projet initié sous la présidence de Macky Sall se veut être une solution de mobilité collective efficace, dans une ville à la croissance rapide et qui connaît un coût élevé du transport, une pollution conséquente de l'air, un engorgement routier chronique et l'enclavement des habitants des banlieues. Ce projet, qui aura coûté 330 Mds FCFA (500 M EUR) et dont les travaux ont débuté en 2020, revêt une importance sociale significative, mais aurait aussi un impact environnemental important puisque les 121 bus de la flotte sont entièrement électriques. Le projet est géré par Dakar Mobilités (détenue à 70% par Méridiam et 30% par le Fonds Souverain d'Investissements Stratégiques ou FONSIS) qui en a la concession pour 15 ans et devrait créer à terme 1000 emplois, dont 600 ont déjà été créés.

Togo

Inflation à +2,6% en g.a. en avril 2024

Selon l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques et Démographiques (INSEED), le taux d'inflation [s'est établi](#) à 2,6% en glissement annuel (g.a.) en avril 2024, contre 2,7% en g.a. le mois précédent. Ce niveau d'inflation a été porté principalement par une hausse des prix des produits alimentaires et boissons alcoolisées (+4% en g.a), tirée notamment par les pains et céréales (+5,9% en g.a.), les légumes (+7,1% en g.a.) et les tubercules et plantains (+26% en g.a). La hausse des prix est également notable au niveau de l'enseignement (+4,8%). Toutefois, les secteurs de la santé et de la communication ont enregistré une légère baisse des prix (-0,2% en g.a. chacun).

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar, Lomé et Niamey, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtresor.gouv.fr & suivez notre page [LinkedIn](#)